



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article2757>

"Accompagnement social" vu par Manuel Valls et le préfet Lambert

- Lutte contre les racismes et les discriminations - Appels et manifestations -



Copyright © UJFP - Tous droits réservés

"L'accompagnement social" des familles vivant en bidonvilles vu par Manuel Valls et le préfet Lambert : des familles jetées à la rue
Communiqué - 29 mai 2013

Les expulsions et destructions de bidonvilles se succèdent à Saint-Denis comme dans le reste de la France. Le 15 mai, un bidonville proche du quartier des Cosmonautes était expulsé, ainsi qu'un deuxième près du Fort de l'Est. Mardi matin (28 mai), c'était le tour d'un terrain de la Porte de Paris à Saint-Denis, plus de 200 personnes étant ainsi jetées à la rue, leurs cabanes et leurs biens réduits en charpie par les bulldozers. Jeudi matin, une nouvelle expulsion Porte de Paris est prévue : ce seront 200 hommes, femmes et enfants de plus jetés dehors sans solution. Plusieurs autres terrains sont menacés d'expulsion dans les semaines ou les mois à venir... Que deviennent les familles ? où vont-elles s'abriter ? comment poursuivre un accompagnement médical ou vers la scolarité ? aucune réponse de ce côté là... Les bidonvilles ne sont pas un logement digne ? bien sûr, mais la rue est bien pire !

La préfecture considère avoir appliqué la circulaire du 26 août 2012, qui prévoit un diagnostic et un accompagnement social en amont des expulsions... Le résultat de ce diagnostic ? pour plus de 200 personnes jetées à la rue, 3 familles et deux personnes malades prises en charge pour un hébergement d'urgence (temporaire) en hôtel... Ce type de "diagnostic social" vu par les familles et les associations de soutien : un simple alibi, un tour de passe-passe pour dire que la circulaire est appliquée, et aucune recherche réelle de solution ! La politique du mépris, du racisme, de l'exclusion brutale, de la négation des droits les plus élémentaires continue.

Pourtant, des solutions existent : la réquisition des logements et bâtiment vides pourrait être un premier pas pour reloger de façon provisoire tous les mal-logés, qu'ils soient Roms, français ou immigrés d'autres pays. Une vraie politique de construction de logement social est bien sûr également indispensable pour faire face à l'immense pénurie de logement, notamment en Île-de-France.

Quelques jours après une manifestation régionale à Paris rassemblant des familles Roms de toute l'Île-de-France et plus de cinquante associations collectifs et organisations politiques, on peut ne peut que constater que les revendications n'ont manifestement pas été entendues... Les familles et les associations poursuivront donc leur mobilisation, pour exiger, enfin, un changement de politique !

PAS D'EXPULSION SANS RELOGEMENT !

Saint-Denis, 29 mai 2013

Premiers signataires :

Associations et collectifs : Association Romeurope, Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines et Roms (ASEFRR), Collectif de soutien aux Roms et Bulgares turcophones de Bobigny, Compagnie Jolie Môme, Droit Au Logement (DAL), LDH Saint-Denis Plaine Commune, LDH 93, La Voix des Roms, MRAP Saint-Denis, MRAP 93, Merilin dans notre Ville (Noisy-le-Sec) , RESF Saint-Denis, Réseau 1427 (Saint-Denis)

Organisations politiques : Alternative Libertaire (AL), Europe Écologie - Les Verts Saint-Denis, Europe Écologie - Les Verts 93 (EELV), Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) Saint-Denis, FASE 93, Gauche Anticapitaliste (GA), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)